

# Gouvernement et syndicats se parlent, malgré les violences

- ▶ Plus de 100.000 personnes à Bruxelles jeudi.
- ▶ Une démonstration de force, qui a ouvert le dialogue.
- ▶ Mais la grève générale du 15 décembre n'est pas levée.

La Belgique a connu jeudi la manifestation la plus importante depuis le Pacte des générations, en 2005. Selon la police, 100.000 manifestants se trouvaient à Bruxelles. Les syndicats parlent de 120.000.

**1 La manifestation est-elle réussie ?** En début de semaine, les autorités bruxelloises attendaient une affluence de 50 à 80.000 personnes. De leur côté, les syndicats estimaient qu'ils seraient satisfaits à 100.000 manifestants. On se trouve manifestement entre 100.000 et 120.000. Cette première mobilisation est donc réussie. C'était un test important pour les représentants syndicaux. Dès l'annonce de l'accord de gouvernement, ils ont annoncé un plan d'action, dont la manifestation de ce jeudi et la grève générale du 15 décembre doivent constituer les temps forts. Ils sortent donc renforcés de ce premier test, même si, secrètement, certains espéraient monter au-delà des 120.000. La présence de corporations que l'on retrouve rarement dans les manifestations interprofessionnelles, comme les enseignants ou les travailleurs du secteur artistique a contribué au succès du mouvement. Le terme « réussi » convient en revanche très peu à la fin de la manifestation, où des dockers et autres casseurs se sont illustrés par des conflits violents avec la police. La veille de la manifestation, les syndicats nous avaient confié vouloir éviter cela à tout prix, craignant que ces images occultent les re-

vendications de fond.

**2 Francophones et flamands ont-ils participé dans les mêmes proportions ?** Dans les états-majors syndicaux, c'est la crainte numéro un : que le sud du pays mobilise davantage que le Nord. Ceci affaiblirait le front commun et permettrait de renforcer les thèses nationalistes, qui parlent de Belgique à deux vitesses et de réformes acceptées par le Nord et rejetées par le Sud. Difficile, bien sûr, de réaliser un recensement linguistique précis de ce genre de mouvement, mais, sur le terrain, la foule semblait constituée de Flamands et de francophones dans une même proportion. La SNCB a certes vendu davantage de billets pour la manifestation en Wallonie, mais ce déséquilibre n'est pas flagrant.

**3 Y avait-il un équilibre entre les professions ?** Pour atteindre les 100.000 personnes, une manifestation doit ratisser large. Plus large que les habituels militants syndicaux, ces « manifestants professionnels ». Le cortège de jeudi témoignait d'une préoccupation qui traversait manifestement de nombreuses corporations. On a vu des enseignants en très grand nombre, des travailleurs de Delhaize, de Techspace Aero, de Picanol ou du port d'Anvers. Il y avait aussi un nombre significatif de pensionnés, mais aussi de handicapés et malades inquiets pour l'avenir de leurs allocations.

**4 Quelles étaient les grandes préoccupations ?** Parmi les manifestants, trois mesures provoquent au mieux l'incompréhension ou la colère ou au pire la violence. La première, c'est l'allongement des carrières avec la fin concomitante de la possibilité d'alléger son horaire dès 55 ans. La deuxième, c'est le saut d'index, et le sentiment que, contrairement à ce que dit le gouvernement, la compensa-

tion sociale promise n'est pas arrivée. Et la troisième, c'est l'absence de taxation du capital ou de toute forme d'imposition de la fortune, estiment les manifestants, qui rend l'accord de gouvernement difficile à accepter. Le président de la CSC, Marc Leemans, a résumé la situation par une métaphore : « *Le gouvernement épargne les Bentley, les BMW et les Porsche Cayenne. Et il s'en prend aux Skoda, aux Opel et aux Citroën C4.* » Ce sentiment d'injustice, longuement scandé par les syndicalistes lors des discours de clôture, a du reste été dopé par les révélations de presse de jeudi matin, faisant état de montages fiscaux de grandes entreprises belges au Luxembourg pour éluder l'impôt belge.

**5 Quelles sont les revendications des syndicats ?** Les représentants des travailleurs n'ont pas émis de revendications précises. Sinon une, émise par la FGTB : la suppression du saut d'index. Les autres sont plus floues. Il s'agit d'éviter que les services publics soient soumis à la diète, que la Sécurité sociale soit touchée, que la fiscalité se concentre sur les travailleurs et que la concertation sociale soit rendue impossible.

**6 Est-ce le début d'un mouvement social de grande envergure ?** Une chose est sûre : les syndicats sont résolus à poursuivre leur plan d'action sans ciller. Rien, jeudi, ne laissait entrevoir une accalmie qui pourrait permettre d'éviter la poursuite du plan d'actions, avec la grève générale du 15 décembre. Pas même la main tendue du gouvernement, qui s'est concrétisée par une première réunion jeudi entre le gouvernement et les syndicats. Le secrétaire général de la FGTB a en tout cas été très clair dans son discours : « *Si nous n'obtenons pas satisfaction, nous recommençons des actions dès le 5 janvier.* » ■

**BERNARD DEMONTY**

## CHIFFRES

### 120 000

C'est le nombre de manifestants présents ce jeudi, selon les estimations des syndicats.

### 100 000

Le chiffre avancé par les forces de l'ordre est inférieur à celui des organisateurs.

### 40

C'est le nombre de blessés qui ont été amenés dans des hôpitaux suite aux débordements.

### 30

Le chiffre des personnes soignées sur place par la Croix Rouge.

### 2

Deux policiers sont dans un état grave.

# affrontements Plusieurs dizaines de blessés

Il est près de 14 heures. Les premiers manifestants atteignent le point de dislocation à la gare du Midi et commencent dans le calme à se rassembler autour du podium dressé pour les discours des leaders syndicaux.

C'est alors que les premiers heurts éclatent sur le Boulevard du Midi. Quelques dizaines de dockers de Gand et de Zeebruges, et, majoritairement d'Anvers (ceux-là étaient 200), revêtus de chasuble jaune ou orange, quittent le parcours officiel et décident de provoquer les forces de l'ordre. D'autres manifestants les rejoignent, parmi lesquels des jeunes anarchistes et quelques militants d'extrême gauche surexcités. Ils sont un bon millier à faire face aux forces de l'ordre.

Le ton monte. Des poteaux sont arrachés pour desceller les pavés et les envoyer sur les policiers. Une policière est touchée par une bouteille et emmenée en civière. A hauteur du tunnel de la Porte de Hal, les deux groupes se font face. Quatre autopompes chargent et tentent de maintenir les manifestants à distance. Les policiers tentent d'esquiver les projectiles avant de riposter avec des gaz lacrymogènes.

La manifestation dérape, la violence enfle. On met le feu à des containers puis à une camion-

nette. Les voitures garées sur le Boulevard trinquent. Des vitres volent en éclats. Un peu plus loin, les bâtiments de la SNCB sont pris pour cible. Face au tunnel de la porte de Hal, c'est la guérilla urbaine. Des centaines d'habitants se sont massés à proximité pour assister au face-à-face. D'autres croisent les doigts pour que leur voiture ou leur maison soit épargnée. Devant la Porte de Hal, la confrontation monte d'un cran, quelques casseurs s'abritent derrière des barrières Nadar et canardent les forces de l'ordre en les narguant, à coup de bras d'honneur et d'insultes.

Quelques-uns tentent de renverser un camion qui obstrue la chaussée. A côté, une moto de la police vient de prendre feu. Les manifestants applaudissent. D'autres déplacent quelques voitures avant d'y mettre le feu et de réaliser un selfie sur les décombres fumants de la carcasse.

Les pétards fusent, un policier court s'abriter derrière un combi, en faisant la grimace. Ses doigts sont en sang, écrasés par un pavé : « *Je n'ai jamais connu une telle violence dans une manifestation. Et ce n'est pas ma première* », grimace-t-il.

Il est 16 heures 30. La police charge au pas de course, encadrée par quatre autopompes. Les ma-

nifestants reculent, certains sont maîtrisés par la police. Un quart d'heure plus tard, une responsable de la police, en civil, annonce à un chef de peloton : « *Ça y est, nous tenons la gare du Midi* ». Une bagarre éclate entre les deux camps dans un bistrot. Un

policier repousse un syndicaliste qui retombe sur le trottoir devant une foule de jeunes qui s'avancent vers les policiers en huant. Quelques pétards fusent. La nuit tombe. La rue, jonchée de pavés et de bris de verres brisés, témoigne de la violence de la soirée. Le bilan : 40 manifestants ont été emmenés dans les hôpitaux, 30 ont été soignés sur place. Plusieurs dizaines de policiers dont deux sont dans un état grave, touchés au visage et à la tête par des pavés. Yvan Mayeur, le bourgmestre de Bruxelles, ne décolère pas : « *Je dénonce ces dockers anversoises, de véritables hooligans qui sont venus casser Bruxelles. De Wever ferait mieux de s'occuper de cela plutôt que de partir en Chine.* » Quelques heures plus tard, Jan Jambon, le ministre N-VA de l'Intérieur précisait : « *Ces dockers étaient déjà ivres le matin et avaient emmené des bâtons dans le train.* » ■

DIRK VANOVERBEKE

## Michel appelle à la « paix sociale », Kris Peeters chargé de déminer

Le dialogue est amorcé, la concertation pas encore. Il y a loin de l'un à l'autre. Même si tous en conviennent : la rencontre ce jeudi rue de la Loi, entre 17h et 18h, la première réunissant officiellement le Premier ministre, ses vice-Premiers et les représentants de la FGTB, de la CSC et de la CGSLB, francophones comme flamands, représente potentiellement un premier pas. A ce stade, point de feuille de route pour d'éventuelles négociations, point de calendrier, rien. Seulement des contacts informels et l'engagement du gouvernement à opérer dans le sens du « *dialogue* ».

Intervenant sur le plateau de

RTL-TVI jeudi soir, Charles Michel a insisté : « *Je suis à l'écoute, et, bien entendu qu'il y a un espace pour la négociation, dans la mise en œuvre des mesures sur la réforme des pensions, aussi sur le marché du travail ; sur tout cela il y a un espace de discussion* ». Interrogé par la télévision publique néerlandaise, Bart De Wever (président de la N-VA) a tenu un discours différent : « *Les syndicats n'ont aucune alternative : ils veulent que nous copions la France, mais ce pays est dans une situation infiniment pire* » que la nôtre. Et d'ajouter : « *Il n'y a pas d'alternative à notre politique. Nous*

*devons maintenant persévérer et créer des perspectives pour les gens. D'autres pays qui nous ont précédés sont aussi passés par ces moments difficiles.* »

A l'issue d'une manifestation imposante mais aussi ponctuée, en marge du cortège, par de violents affrontements (« *A ce propos, la justice fera son travail, il n'est pas question d'impunité* »), Charles Michel appellera surtout à la « *paix sociale* », conçue comme une condition *sine qua non* pour ouvrir une séquence vouée à la concertation.

Charles Michel prolonge : « *Il y a un besoin de stabilité* ». Il insiste : « *Il faut donner sa chance à ce gouvernement* ». Le Premier

ministre croit même percevoir une possible convergence au fond : « *Il faut engager le pays dans la voie des réformes pour créer de l'emploi et par là protéger notre modèle social* »...

Contacté à l'issue de la réunion rue de la Loi, Marc Goblet, au nom de la FGTB, se réjouissait d'avoir pu présenter au gouvernement ses principales orientations syndicales (supprimer le saut d'index, relever le niveau de protection sociale et assurer son financement, rouvrir la concertation sur la réforme des pen-

sions, créer des emplois durables...), mais assurait vouloir maintenir le plan d'actions syndicales : grèves tournantes dans les régions, grève générale le 15 décembre. C'est Kris Peeters, vice-Premier ministre (CD&V), en charge de l'Emploi, qui doit opérer maintenant en coulisses. Il aura des contacts informels, avec les leaders syndicaux et les représentants du patronat (en vue notamment de reconstituer le « groupe des dix », associant employeurs, syndicats et gouvernement fédéral). Mais auprès du

vice-Premier ministre en quête de concertation, on ne cache pas que : « *Manifester et négocier, ça ne va pas ensemble* »... Cela étant, Alexander De Croo, vice-Premier VLD, a eu des paroles apaisantes jeudi soir à la VRT. Pas d'huile sur le feu. Non. Mais le feu est là, et comment, ce 6 novembre l'a montré. ■

DAVID COPPI

#### LES PARTIS D'OPPOSITION DANS LE CORTÈGE

##### Di Rupo à Michel : « Changez de cap ! »

Succès, serein... Les deux mots-clés qualifiant la manifestation avant que les incidents n'obscurcissent tout. Avant cela donc, l'opposition avait beau jeu de se réjouir de voir la population répondre massivement à l'appel syndical à manifester. Pour les socialistes, rassemblés à deux pas de la gare du Nord, Elio Di Rupo donnait le ton, mesuré. Le ton : « *Il fallait se dresser contre des mesures à la fois déséquilibrées et injustes, frappant travailleurs, pensionnés, allocataires* ». Mesuré : « *Quel impact politiquement ? Vu l'affluence aujourd'hui, la mobilisation de la population, les ministres doivent réfléchir, et modifier leurs politiques* ». Le président du PS, Premier sortant, avec Laurette Onkelinx à ses côtés dans le cortège, ainsi qu'une kyrielle de parlementaires et militants, s'interdit d'évoquer la chute du gouvernement si le mouvement social devait amplifier. Il appelle Michel à « *changer de cap* ».

Les verts, eux, chargent le fédéral sans oublier le régional... Emily Hoyos : « *Le gouvernement fédéral manie l'exclusion, le régional, la lâcheté. Car ils réalisent des économies linéaires sur l'associatif, le non-marchand, la formation, pendant que le fédéral, lui, frappe les gens* ». La coprésidente d'Ecolo soutient : « *Depuis juillet, les Régions disposent de l'arme fiscale ; ils pourraient mettre à contribution le capital, mais PS et CDH ne le font pas* ».

A l'extrême gauche, le PTB pousse à la protestation. Peter Mertens, président national, ajuste : « *Il faut liquider les politiques d'austérité et d'injustice sociale. La protestation va monter, aucun doute* ». Groen est présent ; pour le SP.A, Bruno Tobback et Johan Vande Lanotte défilent côte à côte ; quelques parlementaires CDH ont fait le déplacement, anonymes dans la foule immense. Ce 6 novembre reste un succès. Mais pour la « sérénité », beaucoup ont le sentiment qu'elle est un vœu pieu désormais, que la tension est trop forte...

D.CI

#### COLÈRE BIEN NOURRIE

##### Le « Luxembourg Leaks » fait des vagues dans la manif

Les révélations dites du « Luxembourg Leaks » ont fait s'indigner les politiques jeudi, au parlement, dans la rue. Publiées dans *Le Soir* et une série de journaux dans le monde à l'initiative du « consortium international des journalistes », et ayant trait à des montages fiscaux impliquant multinationales et autorités luxembourgeoises, nos infos ont donné des arguments à ceux qui veulent mettre à contribution le capital dans l'assainissement des finances publiques. Dans le cortège, Stéphane Hazée, parlementaire wallon Ecolo, et Ahmed Laaouej, député PS, en convenaient : « *Ces infos sortent le jour de la manifestation, franchement le hasard fait bien les choses !* »

D.CI

## La foule demande : « Pourquoi vous êtes si méchants ? »

**RÉCIT**  
 Le départ a été fixé à midi. Mais il n'est pas dix heures quand des milliers de manifestants déambulent déjà aux abords de la gare du nord.

Il est un peu tôt mais plusieurs choses sautent vite aux yeux.

Petit a : la « manifestation nationale » convoquée par les syndicats ne sera pas un four.

Petit b : c'est un sacré bordel.

On cherche les huiles syndicales qui constituent classiquement la proue de la manif. Mais, comme un bouchon de mousseux cédant sous la pression, des manifestants s'engagent très vite sur les boulevards du centre. Bref, la tête (syndicale) n'est pas en tête (du cortège), c'est désordre et des gens passeront la journée à se chercher.

Tous les âges sont représentés (c'est ce que décrète le discours syndical officiel.)

Mais, tout de même, si l'on devait broser le profil type du manifestant de ce 6 novembre, il y aurait de l'argent dans les cheveux.

On sent bien que le succès de la manifestation doit beaucoup aux projets ciblant les pensions et les fins de carrière.

« 67 ? vergeet het ! », annonce un calicot.

On se fait accrocher par un gars qui soulève son pantalon pour montrer son genou.

- C'est ? , qu'on demande, perplexe.

« Gonarthrose du genou, qu'il répond, en désignant l'affaire d'un doigt très énervé. *J'ai 67 ans ! Avec ça (le genou, NDLR), vous pensez vraiment que je pourrais encore travailler ?*

L'homme (Montois) a donné : il s'est mis à travailler à 14 ans. Sa retraite, personnellement, ce n'est ça qui l'inquiète. « *Suis venu pour les jeunes !* »

Bart De Wever demande à ce qu'on lui laisse régler les problèmes du XXI<sup>e</sup> siècle. Mais pour ce manifestant « *MR + N-VA + FEB + Voka = retour au 19<sup>e</sup> siècle.* »

Tiens, un autre pensionné. Il était métallo à Liège, comme « ouvrier-machine » chez CMI. Même

topo : au turbin à 13 ans, il a bossé 46 ans et ça lui a suffi. Où il est ici question, non plus du genou en général, mais de rotule (comme dans : « finir sur »). Et là, pour se faire comprendre, le gars raconte les trois roulements (« *De 6 h du matin à 2 h de l'après-midi. De 2 h à 10 h du soir. De 10 h à 6 h du matin. « Le 10-6 : celui qui a inventé ça, il ne l'a jamais fait...* »

Il est à la retraite et, lui, il pense que le gouvernement pourrait y toucher. « *Sont capables de tout !* »

Un monsieur Marocain nous accoste vivement et entame une étrange litanie : « *Tsunami 1 : Tunisie. Tsunami 2 : Égypte. Tsunami 3 : le Burkina Faso. Tsunami 4...* » La chute est cousue de fil blanc : « *Tsunami 12 : Michel !* »

Les enseignants, comme on l'avait pressenti, sont en nombre.

Thérèse (51 ans) n'est pas venue de loin. Elle enseigne à Molenbeek, dans une école secondaire en discriminations positives. « *J'ai trente ans de carrière. On dit qu'on bonifie avec l'âge et c'est sans doute vrai. Mais, vous voyez, la patience, à la longue, elle n'est plus là. Je ne parlerais pas d'un métier pénible - tous les métiers le sont et d'autres le sont davantage que le nôtre. Mais voilà, l'âge est là. Et je ne me vois pas travailler jusqu'à 65 ans. Alors, je suis là. Et le 15 décembre, je ferai grève - la direction est d'accord de reporter les examens.* »

On croise des membres de la JOC. Avant, la JOC, c'était la tendre « Jeunesse ouvrière catholique. » Ils ont changé de nom, s'appellent désormais « Jeunes organisés et combattifs » et semblent effectivement (très) combattifs.

« *Ça va péter !* », qu'ils disent.

Une pancarte demande la « *retraite anticipée pour le gouvernement.* »

On croise un type en haut-de-forme et costard. Il incarne l'entreprise, et fait la manche en pressant les travailleurs de raquer.

Il n'est pas 12 heures et la tête du cortège fonce déjà vers la gare du midi.

Encore un prof, mais lui, c'est un vétéran : c'est Régis Dohogne, l'an-

ancien patron de la CSC-enseignement. Approchant les 70 balais, il s'est rangé des voitures. « *Mais je ne voulais pas lâcher les copains* », dit celui qui a organisé et coraqué des centaines de manifs dans les années 90. « *Ils sont en train de défaire ce qu'on a construit dans ces années-là - les prépensions, tout cela. J'ai calculé. Une maternelle, si elle veut partir à la retraite avec une carrière complète, devra partir à 66 ans et le licencié à 68.* »

On arrive devant la Bourse, où, dans cette artère dédiée aux gueulantes, se forme classiquement une sorte de caillot. On freine, on s'agglutine là, parce que, précisément, les lieux incarnent la bourse et la vilaine danse des capitaux.

Ecolo distribue des tracts.

Ou essaie.

Un gars passe devant une militante, ignore la fille et son tract.

« *Désolé mais je suis de gauche* », qu'il dit.

« *Mais nous aussi !...* »

Il a déjà filé.

Un calicot : « *Pourquoi vous êtes si méchants ?* »

Un autre : « *Mourir au boulot, chouette idée !* »

On tombe sur Alain, 60 ans, retraité. Il était chauffeur de bus pour les élèves d'une école d'enseignement spécial. « *Suis pas là pour moi mais pour les jeunes et les gens qui sont encore au travail.* » A côté de lui, il y a Georges, de Leuze-en-Hainaut, employé dans le service d'entretien et de maintenance des bâtiments de la province du Hainaut. Lui, il bosse toujours. « *Et dites bien dans votre journal qu'on parle toujours de l'allongement de la durée de vie. Mais ce dont on parle moins, c'est de tous les gars qui meurent à 50 ans. J'en ai enterré combien, moi, des collègues ?* »

Un calicot : « *Peut-on lutter contre la pauvreté sans lutter contre la richesse ?* »

Un pompier appelle à sa manière à ne pas baisser la garde trop vite : « *En 14, celui qui reculait était fusillé.* »

Pierre : Namurois, cheminot, 22 ans de carrière. « *La SNCB a du*

*mal à en recruter des techniciens. Ils préfèrent aller dans le privé. Moi, j'ai choisi la SNCB avec, là, une sorte de contrat : on accepte un salaire modéré mais la pension compense. Et là, on change les règles du jeu. On ne change pas les règles du jeu en cours de partie ! »*

On croise Benjamin Pestieau (PTB). Depuis l'avènement du gouvernement suédois, la voix syndicale est montée de deux octaves et le PS siège désormais dans l'opposition. Bref : le PTB n'a plus le monopole du discours de gauche. C'est gênant ? *« C'est tout l'inverse. On vit tout cela de façon positive. La contestation est une occasion pour les gens d'apprendre. Il y a quelques semaines encore, des gens savaient à peine ce qu'était l'index. Là, il y a une forme d'éducation. »*

La manifestation est un pot-au-feu du monde du travail. Des artistes croisent les rudes gabarits

du métal. Un digne fonctionnaire de la Cocof (il dit « kekef ») s'est noyé dans une escouade de dockers qui viennent des ports d'Anvers, Zeebruges et Gand. Ceux-là portent des chasubles jaunes et orange et, depuis le début de la manif, les flics sont sur les dents.

On en accroche un.

Le gars explique (en gros...) qu'il est venu pour que Bart De Wever ne puisse pas dire qu'il n'est pas venu.

Il est 14 heures.

Devant la gare du midi, les pontes syndicaux se sont mis à livrer à la foule les discours traditionnels de fin de manif. Mais à gauche, avant la gare, des manifestants ont remonté le boulevard pour tenter de s'insinuer sur la petite ceinture qui ferme le périmètre bruxellois.

Ce sont les dockers flamands, essentiellement, épaulés par des mé-

tallos wallons, et rejoints plus tard par des groupes d'extrême gauche et des anars. Ils butent contre un cordon de police bien serré et en nombre (on compte cinq auto pompes en mouvement).

A la vérité, ils ne sont pas plus de 2.000, à défier les pandores en déambulatoire sur le boulevard du Midi et les vrais cogneurs, devant, ne sont pas cinq cents. Mais le face-à-face est rude et dure trois heures.

A 17 heures, et après pas mal de charges et contre-offensives, la force publique emporte la bataille en refoulant la protestation vers la gare où elle s'éparpille.

Rideau.

On croise un calicot farceur : *« Ne me tuez pas, merci. »*

On jurerait qu'il s'adresse aux policiers qui croisent le fer plus haut.

C'était bel et bien un message pour Charles Michel. ■

PIERRE BOUILLON

## comptage Un exercice complexe

Le chiffre officiel tombait en milieu d'après-midi par l'intermédiaire de Christian De Coninck, porte-parole de la police de Bruxelles-Ixelles. *« Les manifestants étaient 100.000, comme prévu »*. Bien évidemment, le front commun syndical, organisateur de l'événement voyait les choses en plus grand puisqu'il avait comptabilisé aux alentours de 120.000 participants. Une différence pas si importante. A d'autres occasions, les chiffres de participation varient parfois du simple au double selon qu'ils viennent d'un côté ou de l'autre. Pas étonnant. Lorsque l'on cherche à savoir comment sont comptabilisés les manifestants, les explications sont, elles aussi, à géométrie variable...

*« C'est très simple, affirme pourtant Christian De Coninck. Lors d'une manifestation, deux policiers sont dévolus au comptage. Ils se placent à un endroit précis où le cortège passe - un lieu que nous ne dévoilons jamais. Là, à l'aide d'un petit appareil manuel, ils comptent le nombre de personnes qui se trouvent dans les trois premières rangées. Ils font une moyenne et comptent*

*le nombre de rangées du cortège. »* Pas très scientifique comme technique. *« C'est pourtant très fiable, rétorque le policier. La marge d'erreur n'est que de 10 % »*

A la gare du Nord, vers 11 heures ce jeudi, le gros des manifestants est déjà arrivé. Les pétaards et les trompettes retentissent. La pression est telle que le cortège s'ébranle même plus tôt que prévu. En tête de pont, un homme de la quarantaine, habillé en civil, ne perd pas un mot de ce qui lui dit son oreillette. Même s'il se fait le plus discret possible. *« Je suis membre de la brigade d'intervention de la police de Bruxelles, dit-il. En tant que membre des renseignements généraux, je supervise le comptage de la manifestation. »* Une procédure un rien plus complexe que ce que la version officielle laisse entendre...

*« L'opération se déroule en plusieurs phases, détaille le policier.*

*Nous avons d'abord l'hélicoptère qui survole le cortège. De là-haut, on nous donne une évaluation globale. Ce mercredi, nous avons aussi des équipes de comptage qui*

*seront situées porte Jacquain et à la Bourse. Ils vont compter les groupes de manifestants par blocs. Nous avons aussi des réunions avec les syndicats. Ils nous donnent leurs estimations avant les manifestations mais nous sommes aussi en contact durant l'événement. »* Et le policier d'aller échanger quelques mots avec Vera Dos Santos, coordinatrice pour la CGSLB.

*« Nos chiffres, parfois différents de ceux de la police, nous les*

*basons en partie sur le nombre de tickets de train vendus et sur le nombre de bus affrétés lors d'une manifestation, explique la militante. Ce jeudi, nous savions la veille que 61.000 personnes viendraient en train. Nous avons aussi comptabilisé 450 bus en provenance de différentes villes. Ces chiffres collectés par les trois syndicats sont ensuite compilés à ceux de la police et nous en tirons une moyenne. Parfois, certains manifestants ne vont pas au bout du parcours ou marchent à côté du cortège, ça peut expliquer des différences avec les comptages de la police. »* ■

FRÉDÉRIC DELEPIERRE

**PAROLES DE MANIFESTANTS****« En pleine déliquescence »****Dominique, 63 ans, employée dans un CPAS, de Forest.**

« Nous sommes en pleine régression, voire en pleine déliquescence. La plupart des gens ont la mémoire courte... Nos parents se sont battus pour nous donner certains droits, dont celui de faire la grève. Et on les remet en cause aujourd'hui ? Non, je ne suis pas d'accord. »

**« Les zones de tournée ne cessent de s'agrandir »****Julien, 26 ans, facteur, de Liège.**

« Chaque année, les zones que les facteurs doivent couvrir s'agrandissent. Ça fait quatre ans que je suis là, j'arrive à faire mon boulot car je suis jeune et motivé. Mais je me dis que pour les personnes plus âgées, cela devient vraiment très complexe. »

**« Le citoyen a perdu sa place face aux sociétés »****Kwete, 59 ans et Jamal, 39 ans, enseignants, de Bruxelles.**

« Le citoyen a perdu sa place face au lobbying des multinationales. La manière dont on cherche les solutions n'est pas correcte. On va toujours

puiser dans la classe moyenne, cela ne va pas ! C'est devenu un bas de laine dans lequel on puise allègrement. »

**« Je dois nourrir ma fille »****Anne-Françoise, 38 ans, employée dans une société de mailing, d'Uccle.**

« Je ne suis pas d'accord avec le saut d'index. Cela représente un manque à gagner énorme chaque mois. Je dois nourrir ma fille de trois ans, moi ! Quant à la retraite à 67 ans, cela me semble abusif. 65 me paraît déjà plus négociable. »

**« Du mal à trouver des postes pour les plus âgés »****Francis, 49 ans, employé chez Audi, de Forest.**

« Notre entreprise rencontre des difficultés à trouver des postes pour des travailleurs âgés. Alors, reculer l'âge de la prépension... On se retrouve avec des travailleurs âgés qui n'arrivent pas à tenir et leurs fils sont au chômage ! »

**« On fait la fête quand un copain a un CDI »****Céline, 25 ans, étudiante en com-****munication graphique, de Liège.**

« Je me suis déjà mis en tête que je ne trouverai pas de job dans mon secteur. Vous savez, quand un de mes amis trouve un CDI, quel que soit le secteur, même si c'est le pire métier du monde, on organise une fête. On en est là. C'est dur de démarrer dans la vie. »

**« On manque de places pour recaser les aînés »****Olivier, 44 ans, cheminot, de Namur.**

« Vous vous voyez travailler sur les voies, au milieu des aiguillages, à 67 ans ? Ce n'est pas possible ! Une option serait celle de recaser les plus anciens à des postes légers, mais nous manquerons de places. »

**« Unis aujourd'hui comme pour l'équipe nationale »****Bjorn, 36 ans, travailleur dans le secteur pétrochimique, d'Anvers.**

« Aujourd'hui, tous les travailleurs de ce pays, flamands ou wallons, sont unis. C'est comme pour l'équipe nationale pendant la Coupe du monde ! Nous n'en pouvons plus de toutes les mesures politiques qui nous visent. »

A.-C.B.